

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Culture

La faute à Rousseau

p.10

Élections départementales **L'union est possible**



2€ - N°3872 - Semaine du 12 au 18 mars 2021



• **Assurance chômage**
Non à la réforme p.3

• **Le 8 mars**
365 jours de luttes p.7

« Fou qui songe à ses querelles »



En ces temps de crise sanitaire, de crise sociale et économique, les élections départementales et régionales qui auront lieu en juin vont revêtir une grande importance pour notre quotidien. En particulier, nous sommes encore trop nombreux à ne pas mesurer l'ampleur du rôle joué par le conseil départemental dans les domaines aussi variés que l'aide sociale, la solidarité, la voirie, les collèges, la sécurité civile, l'eau, la culture, la vie associative, le sport... Autant d'aspects qui font notre vie de tous les jours et sur lesquels nous pouvons intervenir en élisant les conseillers départementaux.

Et il est évident que, selon la majorité, de gauche ou de droite, qui dirige le département, la politique menée dans les territoires n'est absolument pas la même.

D'où l'importance du scrutin de juin.

L'enjeu

Ces élections départementales ont aussi une spécificité qui devrait conduire les électrices et électeurs à s'intéresser dès aujourd'hui à la physionomie du futur scrutin. En effet, pour pouvoir être présent au second tour, les binômes de candidats devront recueillir plus de 12,5 % des voix des inscrits et toute fusion des candidatures est interdite pour ce second tour.

L'enjeu est donc, si l'on veut que la politique de solidarité, les réalisations écologiques, la participation citoyenne se poursuivent dans les Pyrénées-Orientales, qu'un binôme de gauche et/ou écologiste soit présent au second tour.

Enjeu d'autant plus important que la droite ne cache pas son ambition de reprendre le contrôle du département et que le Rassemblement national, après la prise de Perpignan, espère bien faire son entrée dans le conseil départemental.

« Quand les blés sont sous la grêle, Fou qui fait le délicat, Fou qui songe à ses querelles Au cœur du commun combat. » (Aragon)

Seul le rassemblement de toutes les forces de gauche et écologistes dès le premier tour peut barrer la route à ces convoitises. Rappelons qu'aux dernières élections municipales, c'est le plus souvent grâce à l'union des forces de gauche et écologiques que des villes importantes comme Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Marseille ont été conquises. Même chose à Elne, dans le département, où c'est une liste de large union des forces citoyennes qui a permis de battre la droite.

Aujourd'hui, alors qu'à gauche de très larges convergences existent entre les différents programmes, Europe Ecologie-Les Verts a choisi de faire cavalier seul. EELV fait ainsi courir le risque de voir le département basculer à droite et le RN faire une retentissante entrée dans le Conseil départemental. Etant donnée la spécificité du scrutin, EELV risque aussi, de manière quasi-certaine, de n'avoir aucun élu...

Après l'appel lancé par les représentants de la majorité départementale, toutes celles et tous ceux qui souhaitent que les forces de gauche et écologistes se rassemblent pour assurer leur succès, peuvent et doivent intervenir. Car ce rassemblement reste possible, pour peu que s'exprime la volonté citoyenne.

Annonces

1336/SCOP-TI. Vente de thés et infusions.

Samedi 13 mars de 9h30 à 12h - Maison des communistes - 2, rue Jean-Jaurès - Prades.

Les librairies enfin reconnues véritables commerces essentiels !



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante / Directrice de publication : Eulalie Arabia	Illustrations : © Delgé
Administrateur : Remi Cathala	Impression : Imprimerie Salvador
Conception : Priscilla Beauclair/ Nicolas Movala	33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Une : © Nicolas Movala	Webmaster : Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
	Publicité : Richard Siméon

Numéro spécial du Travailleur Catalan

Au fil des 44 pages du numéro spécial pour le centenaire du PCF, le lecteur pourra étudier une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. Il trouvera des rappels historiques sur quelques grands moments de la vie du Parti communiste, des portraits de militantes et de militants, des témoignages d'adhérents anciens ou nouveaux... S'y ajoutent des analyses des évolutions stratégiques du PCF, des combats qu'il a menés et qu'il mène encore pour la paix, la liberté, de ses relations avec le monde de la culture, ou de la place des femmes dans ce parti.

 **Le Travailleur Catalan**
Journal ouvert pour esprits libres !



Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades, 66000 - PERPIGNAN.



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Une arme de classe

Chômage. Une machine infernale et un fléau inhérent au système capitaliste.

Dès le début de la révolution industrielle, le chômage a été un des piliers du système capitaliste. On peut dire qu'il lui est endémique, et qu'il enfle lors des crises cycliques de celui-ci. Lors de ces crises, le prolétariat (que l'on peut étendre aujourd'hui à l'ensemble du salariat) est alors divisé entre ceux qui sont en situation de sur-travail (salariés) et de sous-travail (chômeurs). Dans *Le Capital*, Marx

explique : « L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve (chômeurs), et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital. » Et plus loin : « La condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté forcée non seulement impose à l'autre un excès de travail qui enrichit

des capitalistes, mais du même coup, et au bénéfice de la classe capitaliste, elle maintient l'armée industrielle de réserve en équilibre avec le progrès de l'accumulation. »

Un phénomène toujours plus d'actualité

Le capitalisme entend soutirer toujours plus de profits et de richesses en utilisant les progrès techniques et technologiques et en faisant payer ceux-ci, non par les profits des entreprises, mais en exerçant toujours plus de pression sur les salaires. En fait, il fait payer les transformations des modes de production par ceux qui produisent les richesses, c'est-à-dire les salariés. Pour cela, il maintient un niveau élevé de chômage, ce qui lui permet de faire pression sur les salaires et maintenir un coût de production le plus bas possible. La volonté actuelle du patronat, soutenue par le gouvernement, de rallonger la durée hebdomadaire du travail en est une des illustrations. A défaut de pouvoir provoquer une guerre comme il l'a fait en 1914 ou en 1939, le capitalisme accentue la pression sur les salariés, en cherchant à produire au plus bas coût, y compris en délocalisant les

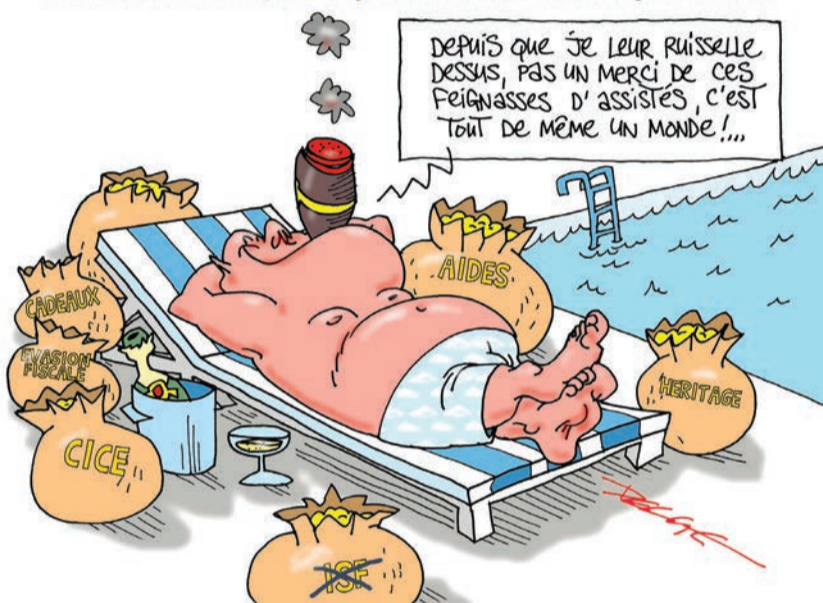
entreprises dans des régions du monde où la main d'œuvre est la moins chère et la plus docile. Dans le même temps, il tente ainsi, de dresser les travailleurs du monde entier les uns contre les autres.

Le dépassement du capitalisme, une question d'actualité brûlante

Un des chapitres du *Capital*, commence par : « le capitalisme asservit l'homme et détruit la nature ». En effet, la course effrénée au profit fait fi des hommes, mais aussi de la nature. Aujourd'hui la planète est à bout de souffle, et les réserves s'épuisent dans une course absurde à la surproduction et à la surconsommation. C'est une spirale suicidaire qui ne peut conduire qu'à la catastrophe et qui engendre de nombreuses guerres et conflits régionaux. Pour les marxistes contemporains, l'existence d'un chômage persistant est la preuve de l'incapacité du capitalisme à assurer le plein emploi. La question d'une société plus respectueuse de l'humain et de la nature, où le « commun » serait la pierre angulaire de la vie, se pose. La réponse existe, c'est le communisme.

Roger Rio

Mais non, le chômage n'est pas fatalement lié au capitalisme...



Un recul sociétal de grande ampleur

Assurance chômage. Les premières mesures de la réforme de l'assurance chômage devraient s'appliquer en juillet de cette année et entraîneront un recul social sans précédent.

L'objectif de la réforme de l'assurance chômage est purement comptable, et la ministre en charge des négociations, Elisabeth Borne, ne s'en cache pas : « La réforme se justifie et elle doit être mise en œuvre ». Évoquant le déficit dans les comptes de l'Unédic, elle affirme pouvoir réaliser, avec ces nouveaux dispositifs, des économies de l'ordre de 2 milliards d'euros par an. Les syndicats, de leurs côtés, évoquent une ponction de 5 à 6 milliards.

Plus d'un million d'allocataires privés de leurs droits

Une des dispositions les plus radicales de cette réforme va plonger un nombre important de travailleurs précaires et de sans emploi dans la dépendance sociale et la misère. La mesure est simple. Aujourd'hui, justifier de 4 mois d'activités sur les 28 derniers mois ouvre les droits à l'assurance chômage. A compter du 1^{er} juillet, il faudra justifier de 6 mois d'activités sur les 24 derniers mois. Ainsi plus d'un million de chômeurs vont disparaître des listes. « Dans une période où tous s'accordent à penser que nous passerons de 9 à 11 millions de chômeurs et précaires, beaucoup ne vont plus avoir droit aux indemnités. C'est une catastrophe sociale qui

se prépare. Une partie de la population va ainsi passer d'une indemnisation, déjà insuffisante, au strict RSA, à la charge du département » précise Julien Berthelemy, responsable de la CGT 66. « Prenons l'exemple des saisonniers, très utiles dans nombre de métiers, ils ne pourront, pour la plupart, justifier de 6 mois car une saison ne dure pas autant ! » ajoute-t-il.

Deux autres mesures contenues dans les articles de la réforme inquiètent. Elles aussi sont comptables. Celle concernant la dégressivité du montant des indemnités journalières est simple à comprendre. Pascal Schmitt, responsable CGT des intermittents précise : « Aujourd'hui, cette dégressivité s'applique à partir d'une année. Dès juillet, elle s'appliquera à partir de 6 mois. ». L'autre mesure est plus subtile : « Concernant le calcul du montant de l'indemnité journalière, précédemment, le salaire quotidien était retenu comme base indemnitaire. Celui ou celle qui travaillait, par exemple, 9 jours par mois pendant plusieurs mois, et était ensuite sans emploi, voyait son salaire journalier pris en compte. Demain, ses revenus seront mensualisés, divisant ainsi par 2 ou par 3 la valeur du revenu journalier servant de base de calcul des indemnités. » Cette mesure retoquée par le Conseil d'État risque heu-

reusement de disparaître.

Les syndicats à l'offensive

Pour Elisabeth Borne, il s'agit de « remettre les gens au travail ». Pour prétendre à l'équilibre de la réforme, elle met en avant la chasse aux emplois précaires, punissant, en augmentant leurs cotisations sociales, les employeurs qui recourent de façon exagérée au travail précaire. Les syndicats unanimement contestent la réforme et proposent :

- Des seuils d'accès à l'indemnisation incluant un maximum de travailleurs et tout particulièrement les jeunes.
- La conservation des droits rechargeables.
- La détermination des règles d'indemnisation doit obéir à des principes simples et lisibles.
- Le maintien à minima du principe un jour cotisé/un jour indemnisé.
- L'abandon de la dégressivité des allocations pour les plus hautes rémunérations. Une modulation des cotisations patronales pour décourager les employeurs abusant des contrats précaires.

Michel Marc

Les mérites et limites du rapport Stora

France-Algérie. L'historien Benjamin Stora est l'auteur d'un rapport sur les « questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie » qui lui avait été commandé par Emmanuel Macron, rapport dont on peut mesurer les limites.

Le 20 janvier, Benjamin Stora a remis au président Macron son rapport sur les « questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie ». En acceptant de répondre à une commande d'État, l'historien prenait le risque d'être instrumentalisé par le pouvoir. Cela n'a pas manqué. Peu avant la réception du rapport, l'Élysée avait fait savoir qu'il n'impliquait « ni excuses, ni repentance » alors même que ces mots ne s'y trouvent pas. En contrepartie, cette minable diversion ne fait qu'ajouter du crédit au travail de l'historien.

Deux objectifs

De ce rapport émergent deux objectifs : l'un franco-français, l'autre franco-algérien. Le premier est de faire évoluer le

débat mémoriel en France en essayant de produire un récit commun qui inclut la diversité des mémoires particulières : anciens militaires français, harkis, pieds-noirs... ce qui ne peut aboutir qu'à condition de faire connaître la vérité sur ce que furent les horreurs de la colonisation et de la guerre. Non pas celle de tel ou tel groupe mémoriel, mais celle issue des faits authentifiés par les travaux des historiens. Malgré des lacunes, des insuffisances, et même un excès de prudence dans la dénonciation des crimes coloniaux, on ne peut contester que les préconisations du rapport Stora vont non seulement dans ce sens, mais insistent sur l'obligation pour l'État français d'assumer les responsabilités écrasantes de la France. Il ne s'agit pas de repentance ou d'excuses, mais bien d'un devoir de

reconnaissance. Quant au deuxième objectif, celui franco-algérien, ce n'est pas un des moindres mérites de Benjamin Stora que d'avoir rédigé un rapport qui permet d'ouvrir le débat aussi en Algérie. Il y est de fait très commenté et s'y exprime le besoin d'un travail spécifique d'historiens algériens afin de sortir du réductionnisme stérilisant d'un roman national mis au service du système en place depuis l'indépendance.

De quelle réconciliation s'agit-il ?

Alors que dans sa lettre de mission, le président Macron disait sa « volonté nouvelle de réconciliation des peuples français et algériens », le rapport écarte l'hypothèse de l'écriture d'une histoire commune, tant les divergences sont

fortes dans les mémoires et les imaginaires nationaux. Alors qu'entendre par « réconciliation » ? Ce ne peut être celle entre les États qui servirait d'abord à légitimer le pouvoir en place en Algérie contre la formidable mobilisation populaire du Hirak. S'il s'agissait des peuples, la réconciliation se heurte immédiatement en France aux pratiques discriminatoires à l'égard des « musulmans » ou supposés tels, dont le projet de « loi sur le séparatisme » est la pire des illustrations.

Pour conclure, même si l'on ne peut faire abstraction des conditions dans lesquelles ce rapport a été élaboré et reçu, il serait injuste de le dénigrer. Au contraire, il a ouvert une brèche dans laquelle il serait opportun de s'engouffrer.

Roger Hillel

La convention citoyenne pour le climat tacle le gouvernement

Climat. Les 150 tirés au sort de la convention citoyenne pour le climat ont sévèrement noté le gouvernement sur la prise en compte de leurs propositions.

La Convention Citoyenne pour le Climat (CCC) avait été voulue par Emmanuel Macron au sortir du mouvement des Gilets jaunes. Le président de la République voulait des propositions de mesures permettant de « diminuer d'au moins 40 %

les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale ».

Dimanche 28 février, les travaux de la CCC se sont achevés sur une réelle déception. S'agissant de leur appréciation de la prise en compte par le gouvernement de leurs propositions, la note est rude : 3,3 sur 10. Pire, à l'interrogation « dans quelle mesure les décisions du gouvernement relatives aux propositions de la CCC permettent-elles de s'approcher de l'objectif fixé ? » les 150 ont accordé sèchement 2,5 sur 10.

« On nous prend pour des pigeons », des « rêveurs »

Des participants ont pointé un « problème de confiance et de loyauté de la part du président », qui n'a pas tenu sa parole de « transmettre leur parole sans filtre ».

« Ce n'est pas une surprise, on s'y attendait », a expliqué au Monde, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili. Ils ont réagi comme si le projet de loi était la seule base pour la reprise de leurs propositions,

mais c'est une erreur, leurs objectifs se retrouvent aussi ailleurs. » Autrement dit : « ils n'ont rien compris ! » Quand le mépris se conjugue à la démagogie ...

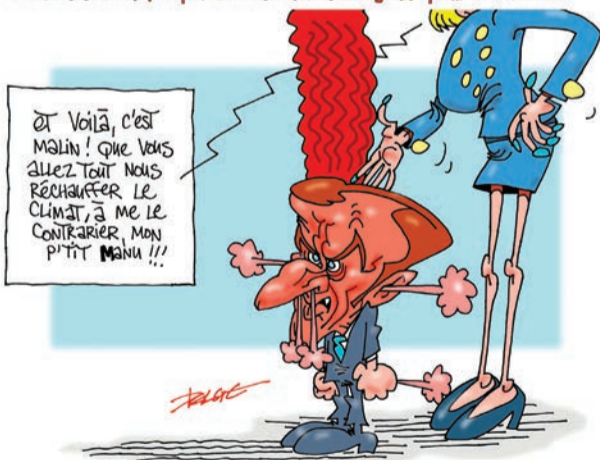
Comme un boomerang !

Greenpeace a, elle, décerné un « bonnet d'âne au gouvernement ». « On ne peut pas demander à des citoyens et citoyennes de s'impliquer pendant des mois sur un sujet aussi crucial et attendre d'eux d'adhérer à la manipulation qui en est faite », affirme Clément Sénéchal, chargé de campagne politique climatique à Greenpeace France.

La tonalité anticapitaliste qui se dégagait des travaux de la CCC avait été accueillie avec bienveillance par le gouvernement qui avait besoin pour masquer le désaveu de la rue de ce contre-feu médiatique. Il lui revient aujourd'hui dans la tête comme un boomerang. On ne joue pas impunément avec la démocratie !

Evelyne Bordet

Macron noté 2,5/20 par la Convention Citoyenne pour le Climat...



Le Pas-de-Calais, la Covid et les migrants

On nous parle et reparle du confinement du Pas-de-Calais, mais pas un mot sur les migrants qui errent dans les rues de Calais ou de Dunkerque. Ils sont où les migrants pendant le couvre-feu ? Hébergés – enfin ! – pendant le week-end ? Verbalisés peut-être, pour ne pas s'être confinés ? Le pic de contamination dans le Pas-de-Calais et à la frontière italienne fera-t-il enfin comprendre que la santé des « indésirables » est nécessaire à la santé de tous ? Et donc la nécessité qu'il y a à accueillir les exilés dignement, à les loger et à les soigner.

A-M. D.

Sans l'union tout le monde est perdant !

Pyrénées-Orientales. La majorité de gauche du conseil départemental réagit au positionnement d'EELV pour les futures élections départementales et rappelle que la porte reste ouverte.

Samedi matin les partis de gauche de la majorité départementale avaient convié la presse afin de faire le point sur la préparation des élections départementales prévues en juin prochain. Au cœur des interventions, le contexte politique et la décision d'EELV de faire cavalier seul ou avec Génération.s.

Se sont exprimés successivement Ségolène Neuville, Hermeline Malherbe et Marie-Pierre Sadourny pour le PS, Françoise Fiter, Rémi Lacapère et Nicolas Garcia pour le PCF, Guy Esclopé pour le PRG et Olivier Romero pour Place publique.

Les constats

Toutes et tous se rejoignent pour constater :

- La nécessité du rassemblement le plus large aux élections départementales (comme aux régionales). « Un rassemblement s'appuyant sur les politiques publiques menées qui prennent en compte l'ensemble des habitants, la défense des services publics, le cadre de vie, les produits locaux. » (Ségolène Neuville). Guy

Esclopé insistait sur « le bilan positif du travail de collaboration Région-Département ». Hermeline Malherbe rappelait « les réalisations allant dans le sens de l'écologie, la dimension de la participation citoyenne. Le rassemblement ouvrirait une autre ambition pour le territoire. »

- Le risque du RN « dont seul le rassemblement à gauche peut freiner la progression, c'est l'enjeu majeur de l'élection départementale ». « Donner les clés du département à la droite ou l'extrême droite c'est le conservatisme, l'exclusion alors qu'il est besoin de solidarité et de progrès » (Françoise Fiter).

- Le regret que les négociations avec les autres partis de gauche n'aient pas abouti, et le choix d'EELV pour l'autonomie. « Un seul binôme de gauche dans tous les cantons » prônait Ségolène Neuville, qui, ne se représentant pas en juin, interrogeait « quel meilleur cadeau qu'une place de sortante ? ». Françoise Fiter confirmait : « Avec une loi électorale qui ne favorise pas l'expression démocratique, la question d'un rassemblement majoritaire amplifié est centrale... beaucoup d'efforts ont pourtant été faits avec la volonté d'aboutir à un accord large, des propositions concrètes qui respectent les rapports de forces locaux et l'efficacité... mais, la porte reste ouverte ». Olivier Romero souhaitait « que les convictions prennent le pas sur les postures ».

Le rassemblement reste possible

La position d'EELV apparaît d'autant plus incompréhensible « qu'il n'y avait aucune divergence sur le programme » (Marie-Pierre Sadourny). Nicolas Garcia résumait : « 53 adhérents EELV sur 71 ont décidé de faire perdre le camp de l'écologie. On leur propose 4 à 5 cantons où la gauche est sortante ! Ils vont priver la population de leur apport à la politique départementale. »

En conclusion, toutes et tous en appelaient à la responsabilité, rappelant que le rassemblement reste possible « jusqu'au dépôt des candidatures ». Appel aux autres partis de gauche mais aussi « à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce programme ».

Nicole Gaspon

L'indigne indignation de Louis Aliot

Emmanuel Macron a reconnu « au nom de la France », que l'avocat algérien Ali Boumendjel avait été « torturé et assassiné » par l'armée française en 1957 pendant la guerre d'Algérie. Ce geste d'apaisement a été recommandé par le rapport de l'historien Benjamin Stora. Emmanuel Macron a promis que ce geste ne sera « pas un acte isolé. (...) Aucun crime, aucune atrocité commise par quiconque pendant la guerre d'Algérie ne peut être excusé, ni occulté. »

Aussitôt, le maire de Perpignan Louis Aliot a fustigé cette reconnaissance officielle de l'Élysée. « Calcul politicien sur le dos de l'Armée française » s'est-il indigné en s'en prenant aussi au rapport de Benjamin Stora qu'il qualifie d'« arme idéologique aux conséquences incalculables ».

Comme le relève la section de Perpignan du Parti communiste, « M. Aliot ne veut donc pas que les historiens se mêlent de l'histoire, il ne veut pas que la vérité émerge des archives, il ne veut pas que, plus d'un demi-siècle après cette guerre qui ne disait pas son nom, les deux peuples se rapprochent pour cicatrifier les blessures et se projeter dans un avenir de paix et de coopération ». Le PCF poursuit qu'« il y va de la responsabilité de la France de regarder lucidement son histoire ». Mais Louis Aliot est bien plus préoccupé d'attiser haines, racisme et ressentiments à des fins idéologiques et démagogiques.

Dominique Gerbault

EELV et les élections : "diviser pour mieux perdre" ?



Le chômage dans les Pyrénées-Orientales

- Avec 57 560 demandeurs d'emploi au 4^{ème} trimestre 2020 (soit 1970 de plus en un an), le taux de chômage dans les Pyrénées-Orientales atteint 14%, un des plus hauts taux de la Région Occitanie.

- Avec 3100 emplois intérimaires, au 3^{ème} trimestre 2020 (soit 200 de plus en un an), le taux de chômage explose principalement dans les zones d'emploi côtières.

- Avec 278 défaillances d'entreprises (entreprises en liquidation judiciaire) au 4^{ème} trimestre 2020, ce sont autant de personnes au chômage.

Evolution des demandeurs d'emploi de septembre 2019 à janvier 2021 dans les communes de plus de 5000 habitants dans les Pyrénées Orientales.

Commune	Nombre de demandeurs d'emploi		Commune	Nombre de demandeurs d'emploi		Commune	Nombre de demandeurs d'emploi	
	Sept. 2019	Janv. 2021		Sept. 2019	Janv. 2021		Sept. 2019	Janv. 2021
Perpignan	17550	17870	Rivesaltes	1190	1200	Le Soler	890	890
Canet-en-Roussillon	1820	1950	Pia	1170	1280	Ille-sur-Têt	880	920
Argelès-sur-Mer	1740	1990	Saint-Estève	1120	1150	Prades	840	820
Saint-Cyprien	1550	1650	Thuir	1020	1150	Toulouges	840	840
Elne	1510	1560	Cabestany	980	990	Bompas	810	870
Saint-Laurent-de-la-Salanque	1260	1230	Céret	980	1030	Le Boulou	730	780

Rentrée 2021 après comme avant la Covid

Ecoles. Le comité technique départemental décidant des ouvertures et fermetures de postes dans le premier degré s'est tenu mardi 2 mars. Bilan.

Si l'on s'en tenait aux chiffres bruts, 23 fermetures et 20 ouvertures de classes, on pourrait se satisfaire de la « seule » suppression de 3 classes. Ce que visiblement ont fait les représentants de l'Unsa en votant pour le projet du directeur académique. En fait, les priorités affichées par le ministre, à savoir le dédoublement des classes de grande section de maternelle en zone prioritaire (REP+), la création d'un poste de directeur référent, une décharge pour coordonner les ressources auprès des élèves en situation de handicap, « coûtent » à elles seules 20 postes, alors que la dotation est de 15 postes. Ce sont donc 5 postes qui manquent. Par ailleurs, sur les 20 ouvertures, seules 9 sont de réelles ouvertures de classes et 11 concernent les dédoublements en grande section REP+. Encore qu'il faudrait nuancer. Si l'année de la mise en place des dédoublements, l'effectif maximum était de 12 élèves par classe, il atteindra cette année 15, voire 20 élèves. Malgré cela, là où il y a dédouble-

ment, on frôle parfois les 30 élèves dans les petites et moyennes sections qui, elles, ne sont pas déboulées. Sans compter que toutes les maternelles REP+ ne sont pas encore concernées par ces dédoublements.

La lutte paie

Le SNUipp se félicite en revanche d'avoir évité trois fermetures prévues : aux Platanes à Perpignan, à Saint-Laurent-de-la-Salanque et à Saint-Laurent-de-Cerdans, et d'avoir obtenu quatre ouvertures supplémentaires : à la maternelle de Saint-André – où la moyenne par classe était de 28,5 élèves –, à la maternelle de Villeneuve-de-la-Raho, en élémentaire à Toulouges et au Soler – classe bilingue –.

A l'inverse, il déplore la fermeture de l'école de Fontpédrouse et son transfert sur Olette, avec ses deux classes, à multi-niveaux.

Quant au regroupement des trois écoles de Palalda et d'Amélie en une seule, il est fort à craindre que, d'ici



Le ministère de l'Éducation nationale ne se donne même pas les moyens d'appliquer ses réformes.

2024, Amélie se retrouve avec deux classes de moins, la moyenne par classe étant de 20 élèves.

On aurait pu s'attendre à ce que, après l'année chaotique 2020 due à la pandémie, le gouvernement ait pris conscience de l'urgence à accorder des moyens humains supplémentaires à notre système éducatif. Ce n'est manifestement pas le cas puisque le ministère ne se donne même pas les moyens d'appliquer ses propres réformes.

Anne-Marie Delcamp

Ambroise Croizat au Panthéon



Vendredi matin, des élu.e.s et des militant.e.s communistes s'étaient rassemblé.e.s devant le siège de la Sécurité sociale à Perpignan afin de faire connaître et signer la pétition demandant au président de la République de faire entrer Ambroise Croizat au Panthéon.

Le nom du fondateur de la Sécurité sociale est malheureusement insuffisamment connu tant l'histoire officielle s'attache à rendre invisibles les communistes et leur apport.

D'où l'intérêt de cette pétition et des discussions qui l'accompagnaient et ont permis de faire connaître l'initiateur de cette conquête sociale comme de rappeler le bien précieux qu'elle représente. L'occasion aussi d'alerter sur les incessantes remises en cause, sur la nécessité de se battre pour sa défense et son extension.

Solidarité avec les étudiants

Depuis plusieurs semaines, les communistes organisent une collecte de produits de première nécessité à destination des étudiants. Isolés et touchés de plein fouet par la précarité, beaucoup d'entre eux se retrouvent sans ressources. Avec l'Union des Étudiant.e.s Communistes, le PCF demande la mise en place d'un revenu étudiant et organise une grande collecte départementale le 27 mars sur les marchés et devant les supermarchés. Le Travailleur Catalan reviendra prochainement sur cette initiative.

Des retards en cascade !

Vaccination. Depuis décembre, dans les P.-O. comme ailleurs, les objectifs de vaccination annoncés ont rarement été atteints. Après un important retard à l'allumage, le gouvernement promet une accélération.

Est-ce la Covid 19 qui a ainsi réduit notre horizon à une poignée d'heures ou de jours ? Ou la gestion de la pandémie par un gouvernement qui navigue à vue ? La vaccination est un atout essentiel pour protéger la population. Des virus variants et plus contagieux circulent désormais partout en France. Les débuts de la campagne de vaccination ont été particulièrement chaotiques alors que la population avait besoin d'être rassurée ! La révision permanente des chiffres à la baisse laisse perplexe quant à l'improvisation au jour le jour. L'objectif initial des 15 millions de vaccinés d'ici fin mars ne pourra pas être atteint, et celui revu à la baisse dès janvier, des 9 millions de personnes vaccinées pour la fin du mois de mars semble aussi hors de portée.

Cafouillage à gogo

« La vaccination reste un chemin parfois semé d'embûches » affirmait Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement sur France Info le 5 mars... Euphé-

misme quand on sait que depuis début février, obtenir un rendez-vous dans un centre de vaccination du département relève du parcours du combattant, pour des personnes de plus de 75 ans, qui, pour la plupart, ne maîtrisent pas l'outil internet !

Jean Castex et Olivier Véran ont annoncé le 4 mars une « nouvelle accélération » de la campagne de vaccination... D'ici à la mi-avril, 10 millions de personnes auront reçu une première dose selon Jean Castex. Ils seront 20 millions à la mi-mai et 30 millions cet été. Donc 10 millions de vaccinés par mois alors que depuis le début de la campagne, seules 3,3 millions personnes ont reçu une première injection en France, soit 4,81% de la population. Parmi elles, 1,7 million de personnes ont reçu les deux doses, soit 2,62% de la population. Alors, qui peut croire les chiffres ainsi annoncés à la cantonade ? Et ce n'est pas l'opération de com' organisée le week-end dernier qui suffira à nous rassurer.

Evelyne Bordet

Pyrénées-Orientales	Population 479 000
Nbre total personnes vaccinées (injection 1)	30 158 soit 7,93%
Nbre total personnes vaccinées (injection 2)	17489 soit 4,6%
Nbre personnes vaccinées en EHPAD-USLD (injection 1 et 2)	6 289
Nbre personnes de plus de 75 ans vaccinées (1 injection)	18 746

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/01/29/covid-19-suivez-la-progression-de-la-vaccination-en-france-et-dans-le-monde_6068029_4355770.html

Le 8 mars, 365 jours de luttes !

Droits des femmes. Le collectif Droits des femmes 66 et les syndicats CGT, FSU et Solidaires ont organisé une marche nocturne à Perpignan.

Le 8 mars, le collectif Droits des femmes 66, qui réunit associations féministes, syndicats, partis politiques et individus voulant lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, l'Intersyndicale FSU, CGT et Solidaires ont appelé à manifester pour défendre les droits des femmes dans le cadre de la journée internationale. Dès 18h, près de 300 personnes se sont rassemblées place de la Résistance à Perpignan.

La manifestation organisée en quatre temps, a d'abord évoqué les droits des femmes à l'international, en rappelant la situation de la militante féministe Mendoza Cortés, condamnée à quatre ans de prison par le gouvernement d'Andorre, pour avoir dénoncé les discriminations sexistes dont sont sujettes les femmes dans son pays, lors du comité des Nations Unies.

Des axes de revendications

Lors de la conférence de presse du vendredi 5 mars, Monique Hernandez du collectif Droits des femmes 66, affirme : « Le mot d'ordre de ce 8 mars est notre corps nous appartient. Quel que soit l'âge la femme ne s'appartient pas. En France, malgré la loi Veil en 75, le gouvernement pourrait reculer. Il y a de moins en moins de médecins qui pratiquent l'avortement. En gynécologie les avortements médicamenteux



A Perpignan, le 8 mars a rassemblé plus de 300 personnes pour défendre les droits des femmes.

doivent être suivis par les hôpitaux. Cette journée de revendication dans la rue est là pour réaffirmer nos droits et les défendre. »

Faire bouger les lignes

Les derniers faits d'actualité révèlent que les violences sexuelles sont omniprésentes dans notre société. Des affaires de viols ou d'incestes sont dévoilées publiquement. Le droit à la PMA qui fait toujours débat en France, alors qu'elle est autorisée dans de nombreux pays, prouve que le gouvernement manque de courage pour faire preuve de progressisme.

Les organisations syndicales déclarent qu'avec la crise sanitaire, les femmes sont plus lourdement impactées, qu'elles soient dans des situations monoparentales, contraintes

au temps partiel, souvent en télétravail à garder les enfants suite à la fermeture des crèches. Les syndicats Solidaires, FSU et CGT 66 précisent : « Les premières de cordées sont les caissières, les infirmières, les aides soignantes. Elles n'ont eu aucune reconnaissance salariale dans ces métiers où les femmes sont prédominantes. Une campagne va être mise en place dès le 1^{er} avril. »

Néanmoins la régression qui s'est installée durant cette crise existait déjà avant. « On veut des mesures concrètes sur les revalorisations des salaires, l'évolution de carrière et du temps de travail. A ce jour on constate que les pensions de retraite ont un écart de 38% entre les hommes et les femmes ».

Priscilla Beauclair

Alerte au Lycée Picasso

Lycée Picasso. Les personnels et parents d'élèves unis pour dénoncer le manque d'infirmières et de postes de professeurs.

La période est inédite et complexe. Il y a le virus. Il y a aussi, en plus, pour les personnels et les élèves, l'austérité, le manque de moyens humains et la réforme du lycée. Au lycée Picasso, l'accompagnement sanitaire et psychologique des personnes présentes, élèves et encadrement, ne peut convenablement être assuré par une seule infirmière. Après une assemblée générale à l'appel des syndicats Snes-FSU, CGT et FO, les professeurs ont soulevé ce problème.

« Notre établissement accueille 2500 élèves, de 14 à 20 ans, et nous sommes environ 380 adultes dans l'encadrement. Il devrait y avoir, pour faire le minimum, trois personnels infirmiers, dans cette période où le stress est très présent chez les adolescent.e.s,

pour répondre aux questions, pour soigner s'il y a lieu, et pour prévenir. Or il n'y a aujourd'hui qu'une seule infirmière présente. Ce n'est plus acceptable » lance ainsi l'un des représentants des personnels sur le parvis de l'établissement. Il poursuit : « Lors de la fusion des deux établissements, lycée professionnel et polyvalent, l'administration a profité de l'occasion pour supprimer un poste d'infirmier sur les trois existants. Aujourd'hui, l'une des deux infirmières restantes est en autorisation spéciale d'absence car personne à risque Covid. Donc il ne reste plus qu'une personne ressource. »

Respecter les élèves

Les personnels du lycée, soutenus par les parents d'élèves FCPE posent donc une question aux autori-

tés académiques : « Une infirmière pour 2900 personnes, dont 2500 élèves, est-ce bien sérieux ? ». Ils précisent : « Les questions de prévention - dépressions, suicides, abandons... - ne peuvent même plus être prises en compte. Nous réclamons donc le respect des élèves et des personnels et demandons au rectorat de prendre ses responsabilités. »

Déterminés, les personnels entendent aussi se battre contre les nouvelles dotations horaires globales proposées par le Rectorat qui privilégient les heures supplémentaires au détriment des créations de postes. Ainsi, dans ce lycée, c'est l'équivalent horaire d'une vingtaine de postes de professeurs. Un préavis de grève a été déposé.

Michel Marc



El pont del Riu Major

- Doncs finalment diumenge que ve s'ha programat una trobada a Riu Major per protestar

contra el tancament de la frontera entre Costoja i Tapis, entre l'Alt Vallespir i l'Alta Garrotxa.

- Això mateix: el 14 de Març a les onze del matí! Hi seré!

- A polit! Ets conscient que demanar que es torni a obrir la carretera és donar pas als traficants de drogues i als migrants clandestins oi ?

- Uns clandestins que no vindran pas a parar per aquells cims són els trenta-nou negats intentant travessar el Mediterrani... Trenta-nou segurs, perquè són els dels quals es varen treure els cossos de l'aigua, homes, dones i mainada, lo de sempre...

- Jo he sentit la notícia a la ràdio, entre les xifres de la covid i l'èxit de l'equip de futbol de Canet de Roselló que ha eliminat el gran Olímpic de Marsella en els setzens de la copa de França...

- Lo dels migrants és un problema complicat malgrat tot : ho és que cap país no pot acollir tota la misèria del món, ni tan sols la d'Àfrica...

- Sí, mes repartint seria més fàcil...

- Recorda que quan Catalunya va demanar que es complissin els compromisos que havia decidit Europa, acollint el nombre de migrants que tocava a Espanya, Madrid l'hi va denegar, i per la mateixa raó, per voler que a Alemanya poguessin quedar-s'hi els que els tocava, gairebé l'Angela Merkel va perdre el seu càrrec...

- La gent del poble d'Alenyà han posat en plaça unes relacions directes amb un poble de Kènia, al qual porten ells mateixos ajudes concretes, senzilles, sense intermediaris, lo que a més genera viatges molt bonics per tothom, perquè també fan venir gent d'allà és clar...

- Sí, que cada ciutat, cada poble d'un país europeu es faci càrrec d'un equivalent africà, perquè els seu ciutadans puguin guanyar-s'hi la vida, quedar s'hi ... ningú és content d'haver de deixar el seu país...

- És clar que "si tots els xiquets del món es volguessin donar la ma"... es pot somniar...Mentrestant que reobrin el pont del Riu Major!

C&C

Pour comprendre l'utilité d'un ouvrage

Économie politique. A propos de "Économie utile pour des temps difficiles", une de ces robinsonnades de l'économie dominante décriées part tonton Karl...

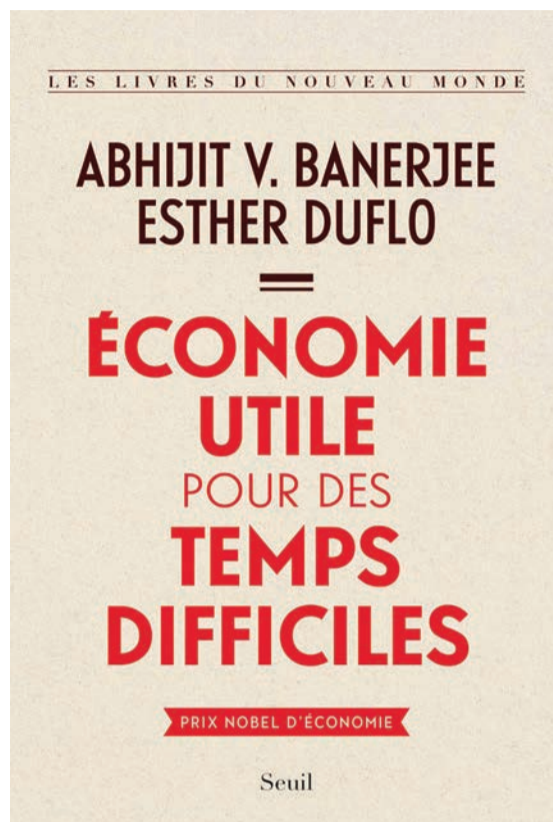
Je ne sais pas vous, mais personnellement, un tel titre m'inspire profondément. Que nous vivions des temps difficiles, est, hélas, une triste réalité. Que nous puissions avoir la volonté de faire de « l'économie utile », apparaît comme une idée lumineuse. Ceci étant, il y aurait donc de l'économie moins utile, voire pas utile ou carrément inutile ?

Ce titre n'est pas sorti de mon imagination, je n'aurais pas osé. Il est celui de l'ouvrage d'Abhijit Banerjee et Esther Duflo (publié aux éditions du Seuil en 2020). Il ne fallait pas moins de deux prix Nobel pour enfin disposer d'un ouvrage d'économie utile. Ils ont été tous les deux lauréats de ce prix en 2019. On peut être étonné de l'absence du troisième lauréat de cette même année, Michael Kremer. Peut-être ne fait-il pas de l'économie utile ? Peut-être se sont-ils fâchés à propos du partage du prix ? Le suspense demeure total. On notera que, dans l'index de leur ouvrage, si de nombreux économistes sont mentionnés, Kremer n'y figure pas ! Étrange, mais comme disaient des Inconnus, « cela ne nous regarde pas ».

Le livre démarre sur les chapeaux de roue. D'emblée, on nous explique que les économistes n'ont pas toujours raison – donc ils pourraient avoir tort ! – mais que ces mêmes économistes sont les seuls à disposer d'une « expertise utile » (p.17). Soit. S'il s'agissait de faire plaisir aux membres des autres sciences sociales, c'est réussi ! Ainsi, les économistes seraient des experts, mais surtout des experts utiles. Il fallait bien deux prix Nobel pour l'affirmer.

Des experts utiles ?

Cette figure de l'expert mérite de s'y attarder un peu. À l'heure de la Covid-19, le défilé incessant d'experts dans les médias nous en apprend beaucoup sur ceux qui déclarent appartenir à cette catégorie. On peut être sûr d'une chose : ils ont une bonne image d'eux-mêmes. A priori, dans la case estime de soi, ils peuvent cocher : haute ! Abhijit et Esther (appelons-les par leurs prénoms car ils nous sont sympathiques) ne sont pas simplement des experts. Ils sont des experts utiles. Cela peut sembler une simple nuance. La suite va nous prouver que non.



Attention. Les auteurs nous précisent qu'il existe des bons et des mauvais économistes. Tous ne sont donc pas des experts utiles. Zut alors ! Comment les reconnaître ? La réponse est simple : en fonction de leurs propositions. Ce ne serait donc ni un problème de méthode, ni une question de théories, ni de choix doctrinal. Il y aurait simplement des économistes « bornés », « aveugles » et les autres : les bons. Cette manière de voir a quelques relents friedmaniens (quand Milton Friedman face aux critiques adressées aux hypothèses du modèle dominant répondait que seules importaient les conclusions). Ainsi, simple citoyen, les choses sont simples. Les bons économistes sont ceux qui font les bonnes propositions... Pour l'utilité, nous sommes servis.

Question de dignité

Alors analysons les propositions d'Abhijit et d'Esther, sans les regarder toutes malheureusement. Pour les

pauvres, la recommandation est qu'il ne suffit pas de leur donner de l'argent, il faut les traiter dignement. Waouh, en voilà une chose utile. Ceci dit, n'est-ce pas d'autres économistes qui nous ont expliqué que les pauvres il valait mieux les laisser mourir (Thomas Robert Malthus pour ne pas le citer) et d'autres encore plus nombreux qui ont préconisé les trop « fameux » plans d'ajustements structurels pour les pays dits en voie de développement, avec les conséquences que l'on connaît. Pourtant, par ailleurs, nos deux auteurs mobilisent le concept de marché, si cher à de nombreux économistes. On aurait aimé savoir comment Esther et Abhijit établissent le lien entre un modèle (celui du marché où chacun est censé ne penser qu'à lui) et la prise en compte de la dignité de l'autre. Pour être utile, ne devrait-on pas commencer par former les économistes à traiter dignement les autres plutôt que le fonctionnement « normal » d'un monde dans lequel chacun ne devrait regarder que son nombril et dans lequel la concurrence est considérée comme la « nature » même des relations humaines.

Sur le commerce international, l'utilité de leur travail se précise. Esther et Abhijit nous disent que la « libéralisation du commerce n'est ni toujours ni partout bénéfique » (p. 111-112). Ils ajoutent « la redistribution des gains du commerce s'avère extrêmement délicate » (p. 130). Deux économistes – considérés comme sérieux – reconnaissent ce que de nombreux citoyens ont déjà vécu auparavant. Tout le monde ne gagne pas à l'ouverture des frontières. Cela dépend d'un certain nombre d'éléments, comme la taille du pays, son intégration internationale... Merci Esther et Abhijit, si nous on le savait déjà, espérons que les autres l'apprendront.

En parlant d'apprentissage sur la croissance les choses se compliquent. Les deux auteurs notent : « Au bout du compte, même en essayant de synthétiser les meilleurs éléments de preuve [...], nous n'arrivons à aucune certitude. Nous avons déjà vu que la croissance était difficile à mesurer. Il est encore plus difficile de savoir quel en est le ressort et donc quelle politique économique appliquer pour qu'elle se produise » (p. 225-226). Donc on ne sait pas. Nous pouvons mesurer la dimension utile de l'ouvrage. En définitive, il nous permet de savoir qu'un certain nombre d'économistes (mais pas uniquement) sont des brutes qui maltraitent les autres, qu'ils racontent des salades et qu'au final ils ne savent pas grand-chose ! Si l'ambition était de redorer le blason des économistes, c'est une vraie réussite.

Quand on sait en plus que l'ouvrage fourmille d'anecdotes sur le grand-père d'Esther, la mère d'Abhijit, la tante de l'un, la cousine de l'autre, leur voisine, la personne qu'ils ont croisée et qui sais-je encore, ces anecdotes servant à la justification de certaines de leurs propositions, on comprend mieux l'utilité de l'ouvrage (à défaut de celle de l'économie). L'économie dominante, à laquelle ils appartiennent, permet de raconter des histoires, semblables aux robinsonnades décriées par tonton Karl il y a bien longtemps déjà. Alors oui, un grand merci à Esther et Abhijit.

Andefroi

**Pépinière Horticole
du Midi**

FOURNISSEUR ET AMENAGEUR DE JARDINS

**Jardinerie
Christian Coste**
Tel 06 11 22 04 01



**Etudes et Travaux
Nicolas Saint Martino**
Tel 06 15 05 04 20

Chemin du Mas Bourrat 66000 PERPIGNAN

Fax : 04 68 34 57 98 web / www.pepiniere-phm.com

Tel : 04 68 51 32 07 mail / pepiniere-phm@wanadoo.fr

USAP : une victoire référence

Rugby. Une grande maîtrise à la base du succès de l'USAP à Oyonnax (28-35). Un match qui entrera dans les annales.

Très longtemps que l'USAP n'avait livré un match d'une telle intensité, mais surtout d'une telle qualité. Des séquences de jeu de quatre minutes, aucune pénalité contre l'USAP avant la trentième minute. Le rêve après la laborieuse victoire des Catalans à Aimé-Giral contre Valence une semaine plus tôt. Mais pour réaliser un match d'une telle envergure, il faut deux équipes qui se prêtent à ce jeu, mais aussi un arbitre capable de maintenir ce rythme, de rester strict et surtout de se faire oublier sans influencer le jeu.

Un vibrant hommage doit être rendu à monsieur Rousselet pour ne pas avoir perturbé le jeu aussi grandiose que voulaient pratiquer les deux équipes. Un arbitre digne du Top 14... et même mieux ! Un bémol tout de même pour son acolyte à la vidéo, monsieur Bonhoure, ancien arrière de Béziers, qui a, semble-t-il, encore en travers de la gorge les oppositions entre l'USAP et Béziers. Alors que monsieur Rousselet adresse un carton jaune à Shahn Eru, deuxième ligne de l'USAP, notre arbitre vidéo le transforme en rouge à sa seule discrétion. Une ving-

taine de minutes plus tôt, une agression semblable contre le capitaine de l'USAP Mathieu Acebes n'avait, elle, reçu aucun écho de la part de la vidéo. Rancunier, vous avez dit ?

Le monstrueux Petitou

Difficile, lors d'une rencontre d'une telle grandeur de jeu, de mettre en exergue un joueur de l'équipe catalane. Ce serait injuste pour les autres tellement le groupe a sorti un match de niveau XXL. Il est tout de même difficile de ne pas citer la prestation du tout jeune Melvyn Jaminet, alias Petitou. Monstrueux, époustouffant, même si, et c'est normal, Patrick Arlettaz tempère : « *Il fait un très grand match, même s'il faut lui rappeler qu'il perd deux ou trois ballons* ». Évitions qu'il ne s'enflamme, car à son âge et vu que la France entière, surtout celle du Top 14, le scrute avec admiration, il lui est très difficile de garder la tête froide. Mais Petitou est conscient de ses erreurs lorsqu'il dit qu'« *il faut chercher la perfection pour aller le plus loin possible* ». Il est assurément de la trempe de ces joueurs qui font merveilleusement le job avec une froideur à toute épreuve. Doté d'un jeu au pied qui dépasse lar-

gement les soixante mètres hors taxes, celui qui n'a pas encore 22 ans possède l'aisance et la décontraction d'un vieux briscard. Ses relances, même si l'adversaire commence à s'en méfier, sont une véritable merveille. Pas gros gabarit, mais énormes qualités techniques. Un seul regret ! Que Aimé-Giral n'ait encore pu l'ovationner à sa juste valeur.

L'USAP semble avoir réglé les montres

Melvyn Jaminet, un élément qui, à lui seul, peut transcender tout un effectif, mais pas que ! La piètre prestation d'ensemble lors du précédent *cap de setmana* contre Valence aura aussi permis au club de remettre les pendules à l'heure. Aussi bien au niveau joueurs, engagement, agressivité, mais aussi au niveau staff, avec, en particulier, de nouvelles directives en conquête et surtout en touche. Aucune touche perdue grâce à des lanciers assurés en courtes et un meilleur timing. Une mêlée stable et efficace.

Rien n'est jamais parfait, mais l'USAP a réalisé un véritable match de phases finales.

Jo Solatges

Melvyn Jaminet, alias Petitou.



Ex-cep-tion-nel !

Football. Les Catalans ont sorti l'OM en 16^{ème} de finale de la Coupe de France

Il fallait avoir du cran pour battre une équipe évoluant trois divisions au-dessus. C'est ce qu'ont fait les amateurs du RFC Canet, superbement préparés physiquement et mentalement par leur entraîneur Farid Fourazi.

Après une entame de match sans relief, les Canetois se sont mis à bien faire circuler le ballon. Quentin Martin perçait souvent la défense marseillaise sur son aile droite laissée curieusement libre par le système de jeu marseillais. À la 20^{ème} minute, Jérémy Posteraro transforma un coup-franc dans un tir qui a nettoyé les toiles d'araignée de la lucarne du gardien olympien. Peu après, Raphaël Piroton, prenant à revers la défense marseillaise, a bien failli doubler la mise en réceptionnant un centre de Jérémy Posteraro. Lasser Narguet, entraîneur de l'OM, changea alors le système de jeu de son équipe et les marseillais ont su en profiter pour égaliser à la 38^{ème} minute.

Lors de la deuxième mi-temps, Canet faisait de mieux en mieux tourner le ballon, bien souvent en une touche de balle, devant des Olympiens perdus sur le terrain. Les Canetois ont su se créer plusieurs occasions. À la 71^{ème} minute, Yohan Baï, parti dans le dos de deux défenseurs marseillais, récupérait un centre millimétré de Jérémy Posteraro et, d'un petit piqué, ajustait le gardien.

À 2 à 1 la messe était dite. L'OM n'arrivait plus à faire deux passes de suite, il y avait toujours un pied ou une tête canetoise pour récupérer le ballon.

Avec une force mentale hors norme, Canet a renversé la table !

Dominique Gerbault

La rubrique du randonneur

LE P.O.T Rando' Club propose, dimanche 14 mars la chapelle Saint-Vincent à Estagel.



Estagel, par sa position géographique, a été de tout temps un important point de passage reliant le Languedoc au Roussillon par la vallée de l'Agly, ce qui en fait au Moyen-Age un site particulièrement exposé aux invasions militaires, nombreuses et meurtrières. Français, Catalans ou Espagnols rivalisèrent d'ardeur pour s'entretenir et les souvenirs de ces sinistres épopées restent ancrés dans les mémoires des habitants.

Quant au passé plus ancien de la cité, on en a retrouvé des traces dans une grotte appelée Cova del Moli de Vent, près de la gare, où a été découvert un gisement paléolithique, des silex et des aiguilles d'os ainsi que des céramiques et un ossuaire du chalcolithique vieux de plusieurs milliers d'années. Sur la route de Millas, peu

après la sortie d'Estagel, ont été mises au jour des sépultures wisigothiques.

La première mention d'Estagel apparaît en l'an 951. Le village a pour nom Villa Stagello et, selon le spécialiste en toponymie Jean Tosti, l'étymologie nous ramène au latin « *statio* », un lieu de séjour, une station et au suffixe « *ellum* » (*).

Durée : 4h30. Dénivelé : 360 m. Difficulté : moyen. Assurance journalière : 3€. Repas : grillade, apporter apéro, vin, eau, viande... Départ 8h45 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Renseignements, Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05.

(*). Pour plus de détail, voir le TC numérique, rubrique sport.

Vies négligées et humiliées

Livre. Dans *L'âge de la première passe*, l'écrivain Arno Bertina témoigne de la situation de jeunes congolaises qui n'ont d'autre perspective que la prostitution.

« Un livre naît souvent de l'effroi et du chagrin que l'on ressent à voir la vie négligée et humiliée. » Cette phrase, lue dans les premières pages de *L'âge de la première passe* d'Arno Bertina, résume parfaitement le contenu et les motifs de ce texte. Arno Bertina est un écrivain engagé, particulièrement dans l'accueil des réfugiés, celles et ceux qui ont suivi sa conférence dans le cadre de l'UPTC ne le démentiront pas. À partir de 2014, il a effectué plusieurs séjours au Congo, à l'invitation d'une ONG qui s'implique auprès des jeunes mineures tombées dans la prostitution. De cette expérience qui l'a bouleversé, il a tiré ce livre. Ni un roman, ni un essai, le livre est un témoignage, des observations, des impressions, « un récit indéfinissable » dit avec justesse une journaliste de radio. Avec un côté décousu, car le récit est sans cesse entrecoupé de réminiscences personnelles de l'auteur, de références littéraires, particulièrement à des écrivains voyageurs. Évocation, aussi, des apports de psychothérapeutes. Des coupures qui viennent en écho des

situations auxquelles l'auteur est confronté lors de ces séjours qui n'ont rien de touristiques. C'est ce qui fait la force et la puissance de ce témoignage sur l'enfer que vivent de si jeunes filles.

C'est le fruit d'une expérience de quatre années durant lesquelles Arno Bertina a fait plusieurs séjours à Pointe-Noire et à Brazzaville auprès de l'ASI, ONG qui accompagne de jeunes filles de 13 à 17 ans afin de les sortir de la prostitution et de les amener à d'autres métiers. L'écrivain a travaillé avec ces jeunes, animant des ateliers d'écriture, menant des entretiens. Il en retranscrit les textes poignants qui disent un vécu d'abandon, de violences, d'humiliations. Pour ces jeunes filles, la prostitution (elles disent « faire la vie ») est souvent le seul recours pour gagner un peu (très peu) d'argent, pour pouvoir élever leur enfant car, la plupart, sont mères à 12 ou 13 ans. Prostitution qui, quasi systématiquement, tourne au viol. Grâce à l'ASI, quelques-unes s'en sortiront...

L'écrivain, lui, sera forcément changé pour s'être fro-



té à une réalité terrible, méconnue jusque-là, dans laquelle il décèle, entre autres, la survivance du colonialisme, la conséquence du pillage des richesses du pays. Son regard est chargé d'empathie, il ne juge pas, il donne à voir.

Nicole Gaspon

Arno Bertina, *L'âge de la première passe*, ed. Verticales, 20 €.

Les souvenirs en vrac de Guy Gouarin

Guy Gouarin est septuagénaire, il vit depuis de nombreuses années en Roussillon, à Sorède, il fait beaucoup de vélo, il est membre actif d'un club de ce sport, il est aussi un infatigable militant d'associations progressistes et pacifistes.

Une chute de vélo, l'immobilisation et l'hospitalisation qui ont suivi ont amené Guy Gouarin à se mettre à l'écriture de ses souvenirs. D'où ce petit livre *Souvenirs en vrac* qu'il présentait à la librairie de Céret le week-end dernier.

C'est un petit texte d'une grande spontanéité. L'auteur, sur le ton de la confiance, prend le lecteur à témoin de quelques épisodes marquants de son existence, il ne se prend pas au sérieux, ni ne tire gloire de ses expériences pourtant pas toujours banales. Il manie volontiers l'humour et se plaît à émailler son récit d'anecdotes rigolotes, même en racontant son séjour en rééducation.

C'est d'abord, l'enfance en Bretagne, famille nombreuse, pas riche, très vite, le monde du travail. Des petits boulots, l'usine, une formation de fraiseur, le syndicat, de quoi se forger une conscience de classe... Vient la grande aventure, l'Australie, un travail harassant dans une usine de nickel... Retour par l'Inde, l'Allemagne, d'autres emplois, des rencontres, avant le retour en France en 1977. Guy terminera sa vie professionnelle en tant qu'éducateur spécialisé. On connaîtra aussi ses actions pour la Palestine, son admiration pour Brassens. Enfin, on notera que pour lui, l'amitié, c'est essentiel dans la vie.

Un récit qui, d'emblée, suscite de la sympathie pour son auteur.

NG

Souvenirs en vrac de Guy Gouarin, Book édition, 10 €.

Quand Rousseau détrône Columbo...

Série télé. *La Faute à Rousseau*, nouvelle série revigorante de France 2, dépoussière la philo et esquisse finement quelques portraits d'ados.

« Ici, on va tout casser, la philo c'est tout déconstruire, les idées reçues, les préjugés, les apparences. C'est se mettre à nu. » Les élèves de terminale du lycée La Fontaine découvrent Benjamin Rousseau, un esprit libre, atypique, un peu punk, qui va dépoussiérer l'enseignement de la philosophie en prenant appui sur la vie de ses élèves pétris comme tous les ados de doutes et de questionnements.

Les lycéens au premier plan

Chaque épisode zoome sur un élève et une thématique. « On s'est donné le droit de dessiner des personnages d'ados forts et d'entrer dans leur

intimité », explique le scénariste Thomas Boullé. La série réussit à effleurer des bribes d'une réalité sociale souvent occultée et ouvre la classe aux tumultes du monde. Elle ne se contente pas de considérer les lycéens à travers un regard d'adulte. Elle fend les armures, dévoile les blessures...

On y rencontre, par exemple, Ethan, élevé par une mère célibataire fauchée et animé par un puissant désir de revanche, Aïcha, dont l'ambition est en réponse aux attentes de son père, Théo, victimisé par Gabriel pour afficher son homosexualité, Emma qui prend en charge depuis des années sa mère bipolaire. « Rousseau est un héros très lucide sur la vie, il fallait qu'il y ait face à lui une représenta-

tion honnête de la réalité des lycéens d'aujourd'hui. »

« Par le biais de la philo, on oblige nos héros à prendre leur destin en main »

Charlie Dupont, drôle et sensible, est touchant dans la peau de ce prof qui grandit en même temps que ses élèves. Comme eux, on est tour à tour surpris, séduits, agacés, perplexes, face à ce prof à l'humour vachard qui manie les concepts autant que la provocation et pousse ses élèves à affronter leurs doutes. Un personnage paradoxal, habité par la philo et dont la vie est totalement chaotique.

La philosophie y joue un vrai rôle. « Par le biais de la philo, poursuit le scénariste, on oblige nos héros à prendre leur destin en main, à faire des choix. Nous avons fait attention à ce que les adultes ne leur imposent pas des solutions. Rousseau leur donne des armes, mais c'est à eux de trouver leurs propres réponses. »

Qu'un poète-philosophe détrône les héros télévisés ordinaires, en dit long sur la période troublée que nous traversons...

Evelyne Bordet

La Faute à Rousseau, saison 1, France 2 en replay, saison 2 en préparation.



Justice et sérénité

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Après le déferlement médiatique de la semaine passée, faut-il en rajouter une couche ? J'ai un doute. Mais j'ai envie de tenter, au-delà de l'événement, d'en mesurer la portée, de chercher à percer ce qu'il recèle comme non-dit, d'y lire les turpitudes et les mensonges que des « granzomes » n'hésitent pas à se permettre. D'autant que les péripéties du procès de Sarkozy soulèvent un problème très sérieux, celui de la justice, celui du pouvoir judiciaire et de ses rapports avec l'exécutif.

De la séparation des pouvoirs

La séparation des pouvoirs, partons de là, voulez-vous ? Montesquieu toujours, son Esprit des lois et ce qu'il nous en dit : « Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire car le juge serait le législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutive, le juge pourrait avoir la force d'un oppresseur... »

Lundi dernier, Nicolas Sarkozy a été condamné à un an de prison ferme et à deux ans avec sursis pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite des écoutes. C'est un ancien chef d'État qui est ainsi condamné pour ce que le tribunal estime « un pacte de corruption » entre l'ancien président, son avocat

et un ancien haut magistrat. La preuve de ce pacte « ressort d'un faisceau d'indices graves, précis et concordants résultant des liens très étroits d'amitiés noués entre les protagonistes ».

Injustice ?

Et depuis, notre homme, qui fut en son temps le garant de l'indépendance de la justice, qui fut le garant du principe supérieur de séparation des pouvoirs, ne cesse de crier à l'injustice, de mettre en cause l'intégrité du tribunal, de dénoncer un acharnement judiciaire.

D'user et d'abuser de l'audience médiatique qui lui est accordée pour charger la mule des juges dont les observateurs reconnaissent, certes la sévérité, mais aussi la tenue irréprochable des débats judiciaires, et le sérieux, la solidité du délibéré. Il ne fait plus confiance à la justice de son pays, sans doute parce qu'elle déroge à l'image qui était la sienne d'une justice de classe, dure avec les faibles, mais complaisante avec les forts. Le pouvoir vous tourneboule un homme jusqu'à ce qu'il se croit au-dessus des lois et lui fasse ainsi oublier un des fondements de la démocratie.

Avancer sur un terrain égalitaire

L'affaire ne concerne pas que son auguste personne. A voir la multiplicité des représentants politiques de droite, de droite extrême, et même d'En marche qui volent à son secours, on se dit que

la justice a du pain sur la planche pour avancer sur un terrain égalitaire qui, certes, ne lui a pas toujours été familier. Même un ministre de l'Intérieur, en exercice, se sent obligé de commenter une décision de justice qui concerne son ex-copain.

C'est dire que le combat pour son indépendance, pour son approche sans complaisance des forfaits des puissants, pour sa volonté de porter des coups aux formes multiples souvent très inventives de détournement d'argent, d'enrichissements illicites a de beaux jours devant lui. Combats d'autant plus difficiles qu'ils mettent en œuvre des intérêts puissants, des complicités multiples, souvent internationales et que les moyens

de la justice sont limités, j'ai envie de dire sciemment limités comme si on ne souhaitait pas lui donner les moyens de son ambition.

En cherchant à confronter à leurs actes tous les justiciables, les puissants, les moins puissants, et les pas puissants du tout, la justice joue son rôle de fondement de notre humanité, de notre liberté, de notre responsabilité. En leur demandant de payer pour leurs manquements, elle préjuge de leur capacité d'amendement, elle table sur leur capacité à retrouver la voie d'une vie sereine, dans l'intérêt de tous.

Visiblement Nicolas Sarkozy a du mal avec sa sérénité. On s'en doutait un peu.

Jean-Marie Philibert

Un sauveur pour la Droite : Sarkozy empêché ? Balladur disponible !



L'actu vue par

DELGE

Après le projet de vaccination obligatoire des personnels soignants : quelle sera la prochaine idée géniale du Gouvernement ?



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Plus d'articles à découvrir sur le site www.letc.fr

suivez-nous sur



radio @rrels